

Compte-Rendu du Forum Santé et Jeunesse du 5 mars 2011
« La contraception un droit dont je veux jouir ! »

Le 5 mars dernier, les Jeunes Socialistes de Gironde ont invité les jeunes bordelais à venir débattre du thème de la santé avec les acteurs associatifs et les candidats socialistes aux élections cantonales sur la CUB. Un atelier était consacré à la contraception en présence de :

- Robert Simon, Médecin au Grand parc, membre du Centre Accueil Consultation Information Sexualité (CACIS) qui propose des activités pour permettre aux jeunes de trouver des réponses à leurs questions sur la sexualité gratuitement et en toute confidentialité ; membre d'Information Prévention Proximité Orientation (IPPO) association chargée d'accompagner les personnes en situation de prostitution
- Laura Slimani, membre de la commission campus du collectif bordelais pour le droit des femmes
- Edith Moncoucut, candidate sur Pessac 2
- Béatrice Desaignes, candidate sur Caudéran
- Jacques Respaud, candidat sur Bordeaux 6
- Maryse Lévêque, remplaçante de Jacques Respaud

Les compétences du Conseil Général en matière de santé sont importantes. Concernant la contraception, comme l'a précisé Edith Moncoucut, le département déploie chaque année 1 millions € pour les 23 centres de planification sur tout le territoire.

Le thème de l'éducation à la sexualité et à la contraception est venu rapidement dans le débat. Selon Jacques Respaud, en dépit d'une évolution notable depuis les années 2000, des progrès sont à faire en la matière. Ainsi la notion de plaisir ou l'homosexualité ne sont que rarement abordées avec les élèves. Le débat a ensuite porté sur la question de savoir si les interventions dans les établissements scolaires devaient être réalisées par des structures extérieures ou par les enseignants eux-mêmes, la nécessité de l'éducation à la sexualité faisant l'unanimité dans la salle. Un participant au débat a également exprimé le souhait de voir l'éducation sexuelle autrement que par le prisme de la prévention qui est négative mais par une vue positive afin d'éviter qu'internet devienne l'unique outil d'éducation sexuelle de la jeunesse. Sur ce point, Maryse Lévêque a alerté sur la pression qu'internet pouvait exercer et les complexes qu'il pouvait entraîner sur les jeunes filles et jeunes hommes en termes de pratiques sexuelles.

Béatrice Desaignes a par ailleurs rappelé que les droits de la sexualité actuels sont des acquis très précaires et que l'association sexualité-plaisir est un concept très récent que les femmes ont obtenu après de nombreux combats, insistant sur la nécessité de rester mobilisé sur ces thématiques. Une participante a aussi dénoncé un recul en termes d'émancipation et de libre choix dans la sexualité. Le Dr Simon a précisé que l'accès à l'IVG, s'il était légalement accessible, ne l'était pas dans les faits dans biens des cas. Laura Slimani a ajouté que le combat engagé il y a quelques années pour le droit à l'avortement était toujours d'actualité, notamment face aux attaques virulentes des intégristes catholiques, très présents à Bordeaux autour de l'église Saint-Eloi. L'accès à la contraception reste également problématique, citant l'exemple du stérilet, trop rarement utilisé pour les jeunes femmes. Elle a souhaité que le Conseil Général renforce la promotion de cette méthode de contraception.

Le docteur Simon a en outre mis en avant une autre menace : celle de la diminution des subventions de l'Etat aux acteurs associatifs de la prévention, financement pesant lourdement sur le budget des conseils généraux.